

ACHETEUR



EHPAD

**2, Résidence du Parc
51240 ST-GERMAIN-LA-VILLE**

EHPAD

**2, rue RESIDENCE DU PARC
51240 ST-GERMAIN-LA-VILLE**

Marché de contrôle technique

**Reconstruction des bâtiments d'hébergement et
restructuration de la partie logistique, plateau
technique, vie sociale et restauration de
l'établissement.**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

AMO



**Agence Ile-de-France
IdF / PUBLIC SANTE
27, rue Camille-Desmoulins**

92445 ISSY-LES-MOULINEAUX CEDEX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**SOMMAIRE**

ARTICLE PREMIER : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	4
1.3 – MARCHE PUBLIC GLOBAL DE CONCEPTION-REALISATION ET ENTRETIEN MAINTENANCE	4
1.4 - COORDINATION POUR LA SECURITE ET LA PROTECTION DE LA SANTE	4
ARTICLE 2 : PIECES CONSTITUTIVES	5
ARTICLE 3 : RESPONSABLE TECHNIQUE DU CONTROLE	5
ARTICLE 4 : MISSIONS DU CONTROLEUR TECHNIQUE	5
ARTICLE 5 : PHASES D'INTERVENTION DU CONTROLEUR TECHNIQUE	6
ARTICLE 6 : CONDITIONS D'EXECUTION DU CONTROLE	6
ARTICLE 7 : DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 8 : GARANTIES FINANCIERES	7
ARTICLE 9 : PRIX	7
9.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	7
9.2 - VARIATIONS DANS LES PRIX	7
ARTICLE 10 : AVANCE	8
10.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	8
10.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	8
ARTICLE 11 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	8
11.1 - ACOMPTES ET PAIEMENT PARTIELS DEFINITIFS	8
11.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	9
11.3 - DELAI DE PAIEMENT	10
ARTICLE 12 : PENALITES DE RETARD	10
ARTICLE 13 : DROIT DE PROPRIETE INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE	10
ARTICLE 14 : ARRET DE L'EXECUTION DES INTERVENTIONS	10
ARTICLE 15 : RESILIATION DU MARCHE	10
ARTICLE 16 : ASSURANCES	11

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCAP_Marché de contrôle Technique
--	-----------------------------------

ARTICLE 17 : DROIT ET LANGUE **11****ARTICLE 18 : CLAUSES COMPLEMENTAIRES** **11****18.1 DISCRETION ET CONFIDENTIALITE** **11****18.2 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE** **11****ARTICLE 19 : DEROGATIONS AU C.C.A.G. PRESTATIONS INTELLECTUELLES** **12**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet de confier les missions de contrôle technique des phases études et réalisation concernant la reconstruction et la restructuration de l'EPHAD - 2, résidence du Parc à Saint-Germain-La-Ville (51), maître d'ouvrage, comprenant :

- la reconstruction de bâtiments permettant d'accueillir 104 lits
- la restructuration de la partie logistique, le plateau technique, la vie sociale et la restauration.

Le projet intègre également la démolition de bâtiments existants, la recomposition des espaces extérieurs.

Le présent marché a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des avis dans les conditions de l'article L.111-23 du code de construction et de l'habitation et portant sur les natures et domaines définis à l'article 3.

Lieu(x) d'exécution : EHPAD - Résidence du Parc - 51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE.

Désignation de sous-traitants en cours de contrat :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 134 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le compte à créditer.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

1.3 – Marché public global de conception-réalisation et entretien maintenance

Un marché public global de conception-réalisation et entretien-maintenance est en cours pour une remise des offres arrêté à fin janvier 21018 (projet de niveau APS).

1.4 - Coordination pour la sécurité et la protection de la santé

Conformément à la réglementation en vigueur, la mission de coordination pour cette opération de **niveau I** sera assurée par un coordonnateur : non désigné à ce jour.

Article 2 : Pièces constitutives

Les pièces contractuelles du marché de contrôle technique sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes.
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- Le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.-C.T.) applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par le décret n°99-443 du 28 Mai 1999.
- La décomposition du prix global et forfaitaire.
- La décomposition du temps d'intervention.
- Le programme PTD tome 1 de l'opération.
- Le plan masse

Article 3 : Responsable technique du contrôle

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du C.C.T.G. au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Article 4 : Missions du contrôleur technique

Les missions confiées au contrôleur technique concernent les natures d'aléas suivantes :

Code	Libellé
L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipements indissociables
SEI	Sécurité dans les immeubles recevant du public (ERP)
P1	Solidité des éléments d'équipements non indissociablement liés
F	Fonctionnement des installations
Pha	Isolation acoustique des bâtiments
Hand	Accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
Att. Hand	Réalisation de l'attestation de conformité – accessibilité des constructions pour les personnes handicapées à la fin des travaux
Brd	Transport des brancards dans les constructions
LE	Solidité des existants
HYS	Hygiène et santé dans les bâtiments
AV	Stabilité des constructions avoisinantes
ENV	Environnement et ICPE
PV	Récolement des procès-verbaux d'essais d'installations
DEM	Solidité des ouvrages avoisinants en cas de démolition d'ouvrages existants
TH	Vérification des exigences d'isolation thermique
DPE	Diagnostic Performance énergétique
VIE	Vérification initiale des installations électriques

Article 5 : Phases d'intervention du contrôleur technique

Le contrôle technique peut s'exercer, suivant la nature de la mission et le choix du maître de l'ouvrage, pendant l'une ou plusieurs des phases suivantes :

- Phase 1 : Examen des 5 projets du marché global de conception-réalisation et entretien maintenance.
- Phase 2 : Examen des documents de conception se concrétisant par l'établissement du rapport initial de contrôle technique.
- Phase 3 : Examen des documents d'exécution et formulation des avis correspondants.
- Phase 4 : Contrôle sur chantier des ouvrages et éléments d'équipement soumis au contrôle et formulation des avis correspondants.
- Phase 5 : Etablissement des rapports finaux de contrôle technique et des attestations pour la réception.
- Phase 6 : Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement. Fourniture des rapports VIIE et DPE.

Article 6 : Conditions d'exécution du contrôle

Le contrôleur technique interviendra dans les conditions fixées dans le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux missions du contrôleur technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- Si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents, qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur.
- La mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but, il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux-ci ne soient à sa charge.
- Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération ; personne physique nommée à cet effet,
- Le maître d'ouvrage prendra les dispositions nécessaires pour :
 - Informer les concepteurs-réalisateurs et d'une manière générale tous les intervenants de l'opération, de l'existence du contrat.
 - Donner au contrôleur technique une copie du permis de construire.

La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à la conclusion d'un avenant.

Article 7 : Durée du marché

L'intervention du contrôleur technique débute à la date de notification du marché. Elle s'achève à l'expiration du délai de la garantie de parfait achèvement du marché global de conception-réalisation (hors entretien-maintenance) relatif à l'ouvrage à contrôler.

Durée prévisionnelle: 63 mois (voir détail du planning dans le CCTP).

Article 8 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 9 : Prix

9.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

9.2 - Variations dans les prix

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **décembre 2017** ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision,
- I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro,
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n,

Le mois « n » retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

L'index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index **ING Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010**.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune révision avant la variation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte du marché suivant la parution de l'index correspondant.

Article 10 : Avance

10.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées à l'article 135 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

10.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Article 11 : Modalités de règlement des comptes

11.1 - Acomptes et paiement partiels définitifs

Pendant la période de conception, le règlement des sommes dues au contrôleur technique fera l'objet d'acomptes en fonction des phases d'intervention définies à l'article 5 du présent document.

Pendant la période d'exécution, l'intervalle entre deux acomptes successifs sera égal à 1 mois. Le montant de chaque acompte sera déterminé par le pouvoir adjudicateur sur la base d'un échéancier et d'un mémoire produit par le contrôleur technique et conformément à la répartition des honoraires définie en annexe du marché.

L'acompte correspond au montant des sommes dues au contrôleur technique pour l'intervalle compris entre deux mémoires successifs. Il est produit par le coefficient de révision défini à l'article 9.2 de ce montant évalué en prix de base qui comprend l'évaluation du montant, en prix de base, de la fraction de la rémunération initiale à régler, compte tenu des interventions effectuées.

Pour les rapports finaux et attestations établis à la fin des travaux, le règlement des sommes dues fera l'objet d'acomptes après remise de chaque rapport validé correspondant.

Pour la période de GPA le règlement des sommes dues fera l'objet de 2 acomptes (le premier 6 mois après la réception des travaux et le 2^{ème} à la fin de l'année de parfaite achèvement)

Pour le versement du solde, le contrôleur technique adressera son projet de décompte à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

11.2 - Présentation des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.4 du CCAG-PI

Nota : La gestion financière sera effectuée par « par voie dématérialisée », la procédure financière sera finalisée après notification du présent marché.

Les demandes de paiement seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du contrat ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- La décomposition des prix forfaitaires
- lorsqu'un paiement est prévu à l'issue de certaines étapes de l'exécution du marché, le montant correspondant à la période en cause;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- le taux et le montant de la TVA ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article 133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

Les demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

**EHPAD Résidence du Parc
2, rue Résidence du Parc
51240 SAINT-GERMAIN-LA-VILLE**

- En cas de cotraitance :
 - En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations;
 - En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.
- Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

- En cas de sous-traitance : Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du contrat, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

11.3 - Délai de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 12 : Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 14 du CCAG-PI s'appliquent.

Article 13 : Droit de propriété industrielle et intellectuelle

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire est l'option A telle que définie au chapitre V du CCAG-PI.

Article 14 : Arrêt de l'exécution des interventions

En application de l'article 20 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions, à l'issue de chaque phase d'intervention du contrôleur technique définie à l'article 5 du présent C.C.A.P.

Article 15 : Résiliation du marché

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas de non renouvellement ou de perte de l'agrément du contrôleur technique portant sur les domaines concernés par le présent marché, celui-ci sera résilié sans indemnité.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations prévue à l'article 14 emporte résiliation du marché sans indemnité.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles 48 et 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article 51-III du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 16 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit justifier qu'il est titulaire du contrat d'assurance responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil.

Il aura également souscrit une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Article 17 : Droit et langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de CHALONS-EN-CHAMPAGNE est compétent en la matière. Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français.

Article 18 : Clauses complémentaires

18.1 Discretion et confidentialité

Le contrôleur technique est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières et/ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel, préposé et éventuel sous-traitant.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

L'acheteur s'engage à main tenir confidentielles les informations signalées comme telles, reçues du titulaire.

18.2 Lutte contre le travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L 8221-3 L à L 8821-5 du code du travail, il devra verser à l'acheteur une indemnité égale à 10% du montant maximum du marché.

Reconstruction et restructuration des bâtiments	CCAP_Marché de contrôle Technique
--	-----------------------------------

Article 19 : Dérogations au C.C.A.G. Prestations Intellectuelles

Sans objet.

Lu et approuvé**Le :****(signature)**